

**COMPTE-RENDU tenant lieu de PROCES-VERBAL  
du Conseil Municipal  
de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du vendredi 10 juillet 2020

**L'an deux mille vingt et le dix-juillet à 18h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle LAMOUREUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.**

**Nombre des Membres**

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	16
Qui ont pris part à la délibération	19

**Présents** : Mmes Isabelle TOUZARD, Mélanie ARNAL, Hélène BONNECUELLE, Corine DURAND, Claudine MOYA-ANNE, Juliette PAPROCKI-CAMARD, Véronique POMAREDE, Laurence ROUSSEAU, Séverine SEGISMONT, Yolande THEROND.

MM. Dominique BARIL, Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Jean-Claude MOURET, Patrick ORTIGOSA, Laurent PRAT, Bernard SENAULT.

**Absents représentés** : M. Dominique BARIL avait donné pouvoir à M. Jean-Claude MOURET, M. Laurent MAYOUX avait donné pouvoir à Mme Claudine MOYA-ANNE, Mme Laurence ROUSSEAU avait donné pouvoir à M. Gilles CHICAUD.

**A noter :**

*M. GARCIN, n'a pas pris part au vote concernant la désignation des délégués du conseil municipal et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs. Il n'était pas présent en début de séance.*

### **DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE**

Mme Véronique POMAREDE est élue secrétaire de séance.

### **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Mme TOUZARD souhaite qu'un nouveau point soit porté à l'ordre du jour. Il s'agit de la désignation des membres de la CCID.

L'ordre du jour modifié est approuvé à l'unanimité des présents.

### **APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 18 juin 2020**

M. SENAULT indique que certains commentaires des points du compte rendu ne comportent pas la mention complète « Ce point ne suscite **aucun débat** ».

Les phrases manquantes seront complétées.

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

**Ce point n'a pas fait l'objet d'une délibération. C'est un PV d'élection qui a été rédigé.**

**DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS - Décret n°2020-812 du 29 juin 2020 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs - Art. 3. – Dans les départements de la série 2 figurant au tableau no 5 annexé au code électoral à l'exception de la Guyane, les conseils municipaux sont convoqués le 10 juillet 2020 afin de désigner leurs délégués et suppléants.**

### **Mise en place du bureau électoral**

Mme Isabelle TOUZARD, maire a ouvert la séance.

Mme Véronique POMAREDE a été désignée en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

Le maire a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré ...18... conseillers présents ou représentés et a constaté que la condition de quorum posée à l'article 10 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée<sup>1</sup> était remplie.

Le maire a ensuite rappelé qu'en application de l'article R. 133 du code électoral, le bureau électoral est présidé par le maire ou son remplaçant et comprend les deux conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin, à savoir MM. MOURET Jean-Claude et SENAULT Bernard et Mmes BONNECUELLE Hélène et SEGISMONT Séverine.

**RESULTATS :**

**La liste Murviel Notre Avenir a été proposée et ont été élus, à la l'unanimité des présents les membres suivants :**

**M. Gilles CHICAUD**

**Mme Hélène BONNECUELLE**

**M. Gilles CUSIN**

**Mme Corine DURAND**

**M. Patrick ORTIGOSA**

**Mme Juliette PAPROCKI-CAMARD**

**M. Bernard SENAULT**

**Mme Claudine MOYA-ANNE**

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

**N°27/2020 - DENOMINATION DES RUES, VOIES ET PLACES – LOTISSEMENT « LE HAUT DES SALINIERS »**

Madame la Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues-et-aux places publiques-

La dénomination des voies communales,-est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Madame la Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité d'attribuer un nom à la rue du lotissement « LE HAUT DES SALINIERS » qui est en cours de construction entre l'avenue du Champ des Moulins et le lotissement « Les Saliniers ».

Mme la Maire propose de nommer cette voie le Clos des Myrtes.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point de suscite aucun débat.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **VALIDE** le principe général de dénomination des voies de la commune.

- **VALIDE** le nom attribué à la voie communale dont le plan est annexé à la présente délibération.
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



## **N°28/2020 - CREATION DE LA COMMISSION DU PERSONNEL**

Mme la Maire rappelle,

Suite aux élections municipales, il convient de constituer une commission du PERSONNEL.

Mme TOUZARD rappelle que ces commissions municipales sont des commissions d'étude. Elles émettent de simples avis et peuvent formuler des propositions mais ne disposent d'aucun pouvoir propre, le conseil municipal étant le seul compétent pour régler, par ses délibérations, les affaires de la commune. Aucune disposition législative ou réglementaire n'apporte de précisions sur l'organisation de leurs travaux.

Considérant qu'outre le Maire, sa présidente, cette commission est composée de 4 membres titulaires élus par le conseil municipal en son sein.

Il est proposé au conseil Municipal de créer cette commission du PERSONNEL composée de 3 sièges.

Ces commissions sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les 8 jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent.

Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Excepté ces dispositions prévues par l'article L 2121-22 du CGCT, leur fonctionnement n'est régi par aucune règle particulière.

Les membres sont désignés par vote à bulletin secret (art. L 2121-21 du CGCT). Toutefois, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

A l'unanimité, les membres du conseil demandent le vote à main levée.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point de suscite aucun débat

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

**DECIDE** de procéder à l'élection des quatre membres titulaires de la commission du PERSONNEL

**Sont élus membres titulaires :**

Mme Séverine SEGISMONT

Mme Juliette PAPROCKI-CAMARD

M. Dominique BARIL

**N°29/2020 - FIXATION DES CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE A L'EGARD DES AGENTS SOUMIS A DES SUJETIONS EXCEPTIONNELLES POUR ASSURER LA CONTINUITE DES SERVICES PUBLICS DANS LE CADRE DE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE DECLARE POUR FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19.**

La Maire rappelle à l'assemblée :

Le Gouvernement a prévu le versement d'une prime exceptionnelle aux agents qui ont été soumis à un **surcroît significatif de travail, que ce soit en présentiel ou en télétravail**, pendant la crise sanitaire.

**Le Conseil Municipal souhaite ajouter un critère complémentaire lié à la mise en contact potentielle avec le virus et à cette prise de risque.**

Les conditions du versement de cette prime sont régies par :

- Le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Le versement de cette prime est possible pour :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- Les agents contractuels de droit public ;
- Les agents contractuels de droit privé employés dans les établissements publics.

Le montant de cette prime est **plafonné à 1000 euros par agent**.

Le montant de cette prime, qui n'est reconductible, peut être versé en plusieurs fois. Elle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de service, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes. Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour l'année 2020. En revanche, elle ne peut pas être cumulée avec

- la prime exceptionnelle prévue à l'article 7 de la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- toute autre prime versée en application de l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 susvisée.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal (ou autre assemblée délibérante), d'ouvrir la possibilité du versement de cette prime ;

- Qu'il appartient au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil municipal (ou autre assemblée délibérante) d'accorder ces primes de manière individuelle, en identifiant les agents bénéficiaires, en fixant le montant versé dans la limite du plafond susvisé, et en déterminant les modalités de son versement.

**Il est proposé de :**

- **DECIDER** du versement d'une prime exceptionnelle pour les agents de la commune de MURVIEL LES MONTPELLIER qui ont été soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité

des services publics durant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 selon les modalités exposées ci-dessus.

- **DECIDER** d'accorder cette prime aux quatre agents qui pourraient y être éligibles.
- **AUTORISER** la maire à signer tout document y afférent.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Mme la Maire précise que toutes les communes ne mettent pas en place ce dispositif de prime. Les élus de la commune de Murviel, ont souhaité définir des critères les plus objectifs possibles. Ils ont choisi celui de l'exposition au virus.

Ainsi, quatre agents y sont concernés par le versement de cette prime.

La policière municipale

Les deux agents d'entretien

La responsable de la médiathèque qui a mis en place des portages de livres au domicile des habitants.

**M. ORTIGOSA** demande si l'agent de la médiathèque a fait cela souvent ?

**Mme TOUZARD** précise que l'agent de la médiathèque a fait cette proposition de portage de livres à domicile et que cette dernière a été acceptée. Aussi, a-t-elle été exposée au virus, déclenchant ainsi le versement de cette prime.

**M. MOURET** demande si ces sommes sont prélevées sur les charges de personnel ?

**Mme TOUZARD** le lui confirme.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des Présents,**

- **DECIDE** du versement d'une prime exceptionnelle pour les agents de la commune de MURVIEL LES MONTPELLIER qui ont été soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics durant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 selon les modalités exposées ci-dessus.
- **DECIDE** d'accorder cette prime aux agents pourraient y être éligibles.
- **AUTORISE** la maire à signer tout document y afférent.

**Présentation du budget :**

## **N°30/2020 - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2019 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE**

Madame Séverine SEGISMONT, Adjointe au Maire chargée des Finances, informe les membres du Conseil Municipal qu'au vu des éléments suivants, il est nécessaire d'affecter le résultat de l'exercice comptable de l'année 2019.

**Considérant** que le compte administratif 2019 a été arrêté avec :

- Un excédent de Fonctionnement 2019 de **285 065.39 €**,
- Un excédent d'Investissement 2019 de **150 405.55 €**.

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2019,

L'affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 sera donc :

- **235 065.39 €**, en section de Fonctionnement au compte 002 en recette du Budget Primitif 2020,
- **50 000 €** en section d'Investissement au compte 1068 en recette du Budget Primitif 2020.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

**M. ORTIGOSA** demande pourquoi, dans la mesure où il y a un excédent budgétaire important, la somme affectée en investissement n'est pas plus importante ?

**Mme SEGISMONT** indique que la somme que l'on affecte en investissement est en rapport avec les besoins en dépense de l'année.

Si en 2021 il y a des besoins complémentaires, la somme affectée sera plus importante.

**M. PRAT** souhaite savoir si cet argent est placé et s'il rapporte ?

**Mme TOUZARD** indique que c'est argent n'est pas placé sur un compte bancaire. Ces sommes sont gérées par la Trésorerie Principale.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après avoir pris connaissance en tous ses termes, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents.**

- **ACCEPTE** l'affectation mentionnée ci-dessus.
- **DECIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 comme suit :

- **235 065.39 €**, en section de Fonctionnement au compte 002 en recette du Budget Primitif 2020,
- **50 000 €** en section d'Investissement au compte 1068 en recette du Budget Primitif 2020.



### **N°31/2020 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2020**

Mme Séverine SEGISMONT, adjointe en charge des finances propose, sur décision du Maire que les taux d'imposition restent inchangés.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

**Mme TOUZARD** indique que les taux n'ont pas changé depuis 2012.

**Mme ARNAL** demande si la commune a une incidence sur les impôts fonciers.

**Mme SEGISMONT** précise que la commune détermine les taux en fonction de la valeur locative des biens fixés par l'état. Il a d'ailleurs été décidé de geler les taux de TH.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,**

**- ACCEPTE** la proposition de Mme l'Adjointe en charge des finances,

Les taux d'imposition pour 2020 sont donc :

<b>Taxe Foncier Bâti</b>	<b>19,37%</b>
<b>Taxe Foncier Non Bâti</b>	<b>70,50%</b>

### **N°32/2020 - SUBVENTIONS 2020 AUX ASSOCIATIONS**

Mme Séverine SEGISMONT, adjointe en charge des finances propose le vote des subventions selon la liste présentée ci-dessous :

<b>Associations</b>	<b>Vote 2020</b>
LEZARDS D U	<b>1 000.00 €</b>
INTERNOTE	<b>3 000.00 €</b>
ART MIXTE	<b>3 200.00 €</b>
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE MURVIELLOISE	<b>400.00 €</b>
CLUB DES AINES	<b>400.00 €</b>
Comité des fêtes	<b>1 500.00 €</b>
MURVIEL PATRIMOINE	<b>590.00 €</b>
LA CAV'COOP	<b>2 000.00 €</b>
Association LES CABRIOLES	<b>37 612.00 €</b>

Ecole primaire - projets pédagogiques	665.00 €
Ecole maternelle - projets pédagogiques	330.00 €
<b>TOTAL</b>	<b>50 697.00 €</b>

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

**Mme SEGISMONT** indique que les élus ont fait le choix de maintenir les montants versés en 2019 pour les associations cette année.

Ainsi, Lezard'U, Art Mixte et L'Internote auront une subvention identique à 2019. C'est également le cas pour la Gym Murvielloise ainsi que pour le Club des Aînés.

En revanche, la subvention versée au Comité des Fêtes est minorée.

**Mme SEGISMONT** indique qu'elle a rencontré les Présidents d'association pour connaître leur réel besoin pour l'année 2020 dans le contexte Covid qui a vu les activités considérablement diminuer. Certaines associations ont renoncé à leur demande de subvention, elles sont ici remerciées. D'autres ne sont pas dans la liste des bénéficiaires car le projet et les besoins afférents doivent encore être précisés.

La règle est bien que cette subvention serve bien à financer un projet. Elle ne sert pas au fonctionnement de l'association.

**Mme TOUZARD** ne prend pas part aux votes car elle fait partie de l'association Cave Coop.

La commune contribuera à hauteur de 2 000 € pour participer à la future étude de faisabilité.

**M. MOURET** précise qu'en moyenne les subventions aux associations représentent 25 €/habitants.

Il souhaite savoir si on a une idée de ce que cela représente en termes d'indicateur moyen de solidarité.

**Mme TOUZARD** précise que c'est trompeur. En effet, l'aide de la commune apportée à la crèche, est en réalité diminuée des loyers (10 612 €) que nous recevons de la part de la crèche ainsi que de la subvention CAF perçue dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (12 800 €). La subvention nette versée à la crèche est donc de 12 790 € et non 37 615 €.

**M. ORTIGOSA** indique que l'on verse 12 790 € à la crèche. Si l'on rapporte ce montant au nombre d'enfants concernés, ce montant est énorme. Il en va de même pour la subvention versée à l'association de musique. Peu de Murviellois concernés. Et c'est pour un loisir.

**Mme TOUZARD** précise que l'on parle d'enseignement musique et non de musique de loisir.

**M. CHICAUD** présente le projet de l'association de VTT arrivé trop tard en mairie pour être inscrit au titre des subventions.

Il propose donc qu'une aide matérielle leur soit offerte pour compenser et les aider dans la réalisation de leur projet. En les aidant par exemple à aménager leur terrain à bosse.

**Mme SEGISMONT** ajoute que les cours seront dispensés pour les enfants de 3 à 18 ans. Le professeur est diplômé et est un ancien champion de France.

**M. CHICAUD** tient à préciser que le terrain sur lequel sera pratiquée cette activité ne sera pas sanctuarisé et bien ouvert à tous les Murviellois en dehors de heures de cours.

Ne prennent pas part aux votes : Melanie ARNAL car elle enseigne à L'Internote. M. CHICAUD qui porte le pouvoir de Laurence ROUSSEAU ne prend pas part au vote car Laurence ROUSSEAU fait partie de l'Association Art Mixte.

**M. ORTIGOSA** demande si des enfants non murviellois sont accueillis à la crèche ?

**Mme TOUZARD** précise que c'est bien le cas. Elle indique que des enfants Murviellois sont également probablement accueillis dans des communes alentours. Il y a 28 berceaux à la crèche permettant l'accueil de 45 enfants.

**Mme BONNECUELLE** indique certains parents Murviellois n'ont pas trouvé de place en crèche sur la commune.

**Mme TOUZARD** indique que cela dépend du taux de remplissage des berceaux. La crèche agit dans le cadre d'un modèle économique contraint par la CAF. Elle peut difficilement laisser un berceau vacant en attendant une candidature Murvielloise.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré à la majorité (15 voix sur 16 votants), trois conseillers n'ayant pas pris part au vote, Mme TOUZARD, Mme Mélanie ARNAL, M. CHICAUD portant le pouvoir de Mme ROUSSEAU, soient quatre voix.**

- **ACCEPTE** la proposition de Mme l'Ajoute en charge des finances,
- **AUTORISE** d'ouvrir les crédits correspondants au chapitre 65.

### **N°33/2020 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020**

Mme Séverine SEGISMONT, Adjointe au Maire chargée des Finances, propose au Conseil Municipal d'examiner le budget primitif 2020 de la Commune.

Elle fait une présentation des chapitres de la Section de Fonctionnement ainsi que des chapitres de la Section d'Investissement.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

**Mme SEGISMONT** présente les chapitres budgétaires en Fonctionnement et investissement. Elle précise également les dépenses principales inscrites au budget d'investissement pour l'année 2020.

**Mme BONNECUELLE** indique qu'en ce qui concerne les travaux prévus aux écoles, les parents d'élèves avaient compris que les travaux de réparation de la toiture ne se feraient pas car il y avait également un projet d'y installer des panneaux photovoltaïques.

**M. CHICAUD** indique qu'il étudie très précisément ce qu'il faut faire pour ne pas tout réparer comme cela était initialement envisagé.

Il ajoute que selon lui, la toiture de l'école n'est pas le meilleur endroit pour les poser mais plutôt l'école maternelle ;

**Mme BONNECUELLE** ajoute que les parents d'élèves ont également signalé des problèmes au niveau du fonctionnement du parking des écoles.

**Mme TOUZARD** indique que l'on croise plusieurs délégations dans cette problématique de stationnement. Il faudrait se rapprocher du Pôle Métropolitain pour engager une réflexion dès la fin de l'été.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

➤ **VOTE** le budget primitif 2020 ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement : Dépenses / Recettes : **1 808 954.68 €**

Section d'investissement : Dépenses / Recettes : **655 128.23 €**

#### **N°34/2020 - CREATION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CCID). DELIBERATION FIXANT LA LISTE DES NOMS EN VUE DE LA NOMINATION DES MEMBRE**

Madame la Maire rappelle que l'article 1650 du code général des impôts institue dans chaque commune une commission communale des impôts directs présidée par le maire ou par l'adjoint délégué. Dans les communes de moins de 2000 habitants, la commission est composée de 6 commissaires titulaires et de 6 commissaires suppléants qui seront choisis par le directeur des Services fiscaux à partir d'une liste de 12 titulaires et de 12 suppléants établie par le Conseil Municipal.

La durée du mandat des membres de la commission est identique à celle du mandat du conseil municipal.

Les commissaires doivent être de nationalité française, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission et un commissaire doit être domicilié en dehors de la commune.

Par ailleurs, l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 2011 modifie les règles de fonctionnement de la commission communale des impôts directs en prévoyant la présence éventuelle et sans voix délibérative d'agents de la commune ou de l'EPCI dans les limites suivantes :

- un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants ;

La nomination des commissaires par le directeur des services fiscaux a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement des conseillers municipaux.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

**M. ORTIGOSA** demande si les services des impôts se rendent sur place pour constater les modifications lors des réévaluations ?

**M. CUSIN** indique que c'est la policière qui établit ces constats.

**Mme BONATO** précise que c'est au pétitionnaire de régulariser sa situation auprès de la DGFIP. Le travail est fastidieux pour eux car ils ont peu de personnel. Aussi c'est sur du déclaratif que les modifications sont faites en majorité.

**Mme TOUZARD** indique que 24 noms seront donnés et que 12 seront retenus par la Préfecture. Titulaires et 6 suppléants.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **DECIDE** pour que cette nomination puisse avoir lieu, de dresser une liste de 24 noms désignés ci-après et annexés à la présente délibération.

La séance est levée à 20h00.